

## "Marmite norvégienne" dans L'Express

**Légende:** Le 18 septembre 1972, à la veille du référendum en Norvège sur l'adhésion du pays à l'Europe communautaire, l'hebdomadaire français L'Express décrit l'atmosphère tendue qui règne parmi la population norvégienne.

**Source:** Les Cahiers de l'Express. 1957-1992 Europe. La longue marche. dir. de publ. Stricker, Willy. Janvier 1992, n° 13. Paris: Groupe Express SA.

**Copyright:** (c) L'Express

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"marmite\\_norvegienne"\\_dans\\_l\\_express-fr-30a8e5d3-cf1e-41ac-a491-7c81e165b02e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 17/09/2012

## Marmite norvégienne

### **Le référendum sur le Marché commun revêt, dans ce pays paisible, des proportions délirantes. Le Danemark s'interroge, lui aussi.**

Un jeune homme arborait à sa boutonnière un macaron: « Oui à l'Europe ! » Rossé par des partisans du non dans une rue d'Oslo, il s'est réveillé à l'hôpital. A ce fait divers, les journaux ont fait bonne place. C'est que la Norvège n'en a guère l'habitude, et l'affaire reflète son désarroi.

Désarroi que soulignent les derniers sondages à quelques jours du référendum (24 et 25 septembre). A la question: « Etes-vous pour ou contre l'entrée de la Norvège dans le Marché commun ? » 51 % répondent non, 34 % oui, et 15 % ne savent pas. Près de la moitié de l'électoral a révisé son opinion, dans un sens ou dans l'autre, depuis novembre. Tous les Norvégiens savent que leur choix sera lourd de conséquences. D'où une certaine tendance à la panique, qu'aggravent les propagandes contradictoires.

Partisan du oui, le Premier ministre travailliste, Trygve Bratteli, était certain, en mobilisant en avril les troupes de son parti, de déborder rapidement les opposants. Mais la campagne du non, entreprise beaucoup plus tôt, avait porté plus profondément qu'il ne le croyait. A la fin d'août, M. Bratteli annonçait qu'il jouait son va-tout: si les non l'emportaient, il quitterait le gouvernement avec toute son équipe, et n'irait pas négocier à Bruxelles un simple accord commercial au lieu d'une adhésion à la CEE.

Le peuple norvégien n'avait été appelé, à l'origine, qu'à émettre un avis. Et voilà qu'il se trouve appelé à confirmer ou à démettre son gouvernement. Même si la décision finale n'appartient, en droit, qu'au Parlement, il est impensable, dans cette nation si fière de ses traditions démocratiques, que les députés ne se rangent pas à l'avis des électeurs. Et ceux-ci, pour la première fois, se voient submergés par des campagnes délirantes, inouïes dans un pays où la publicité, en temps normal, est sévèrement réglementée.

Il n'y a guère que les imprimeurs pour se réjouir de cette affaire. Aux quatre coins d'Oslo, petites maisons mobiles, caravanes et camionnettes sont aujourd'hui les pivots de la politique norvégienne. Le Parti travailliste a mobilisé ses 30 000 membres. Ses responsables ont organisé 3 000 séances publiques depuis que M. Bratteli a lancé son message. Militants, députés, ministres sont sur les routes. J'ai suivi dans Oslo Gunnar Alf Larsen, député travailliste. C'était moins une campagne qu'une série de happenings. A chaque arrêt de sa camionnette, les haut-parleurs diffusaient une musique guillerette pendant que trois militants distribuaient des tracts. M. Larsen parle dix minutes. On le fusille de questions. Ainsi d'un carrefour à l'autre.

Tous les partisans du oui ont pris l'offensive: le Mouvement pour le oui, qui dispose d'un budget central de 6 millions de couronnes; le Parti conservateur; et tous les armateurs et les gros industriels, qui ne ménagent ni leur temps ni leur argent. Chez Norsk Hydro, groupe qui réalise un chiffre d'affaires de l'ordre du milliard de francs - aux trois cinquièmes sur l'étranger - la direction tient réunion sur réunion pour expliquer aux employés les conséquences d'un non. Mais de façon démocratique, toujours: Ulf Paus, directeur, dit qu'il a bien été tenté de conseiller aux travailleurs de voter oui. Mais il n'en a rien fait. Au contraire: il a invité Arne Haugestad, le chef du Mouvement pour le non, à un face-à-face avec lui, au siège de la compagnie.

Les oui tiennent les neuf dixièmes de la presse. Mais cette puissance, d'une certaine manière, joue contre eux. Ils sont l'establishment norvégien. En se préparant à voter non, bien des Norvégiens ont l'impression de jouer un bon tour au système.

Le jeune homme rossé à Oslo raconte à l'hôpital: « Mes agresseurs m'ont demandé de l'argent. Ils m'ont dit : « Si tu veux rallier la CEE, c'est que tu en as. »

Arne Lie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, paraît accablé. La justesse de sa cause lui semble tellement éclatante qu'il ne comprend pas que ses compatriotes nient l'évidence. « Nous sommes en Europe de l'Ouest. Quand on parle avec les Norvégiens, on a l'impression que la Norvège est un grand pays. Mais nous ne sommes que 4 millions. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas avoir la même influence que 50

millions... » Aussi espère-t-il que la menace de son patron de se démettre en cas de non fera sérieusement réfléchir les Norvégiens pendant les quelques jours qui restent.

Ils en ont besoin. Entre la froide logique des oui et les appels au romantisme national des thuriféraires du non, les Norvégiens hésitent. Témoin ce consultant, habitué à promener son attaché-case sur tous les continents, qui déclare: « Logiquement, je devrais voter oui. Mais, sentimentalement, je préfère le non. »

Le président d'une société aux capitaux partiellement français tient le même raisonnement devant le représentant, éberlué, de la maison mère. Il éprouve néanmoins le besoin de cacher ses motivations affectives derrière une façade plus rationnelle: « Il est plus sain de ne pas mettre ses œufs dans le même panier. Si les Dix sont dans le même ensemble économique, il suffira que l'Allemagne soit en crise pour que les neuf autres s'affaiblissent. »

Et voilà lâché l'un des mots tabous de cette campagne: le nom de l'Allemagne. Elle fait peur. La Norvège n'a pas encore oublié la guerre et ses souffrances. Même si elle ne craint plus, aujourd'hui, que l'impérialisme économique. Le Parti travailliste le sait si bien qu'il a invité Willy Brandt, chancelier de la République fédérale et encore aujourd'hui citoyen norvégien, à parler le 14 septembre à Oslo. Mais M. Bratteli ne peut rien contre les rumeurs. Exemple: le Marché commun enverra les paysans du Grand Nord travailler dans la Ruhr...

Arne Haugestad, avocat qui a renoncé à toutes ses causes pour plaider la seule qui le passionne aujourd'hui, celle du non, se veut, tout simplement, le défenseur de la façon de vivre norvégienne. Les paysans sont ses principaux bailleurs de fonds. J'en ai rencontré un, M. Holmsen, dont la famille vit depuis 1634 dans la région de Fetsund. Sur sa belle ferme de 60 hectares, il venait d'engranger son avoine. Elle lui rapporte, justement, d'importantes subventions. Il est riche, il vit bien. Et il sait, dit-il, que les paysans français sont mécontents de la CEE. Il pense voter non. Mais il se défend d'être xénophobe. Il réfléchira sérieusement durant les jours qui viennent.

Derrière Arne Haugestad se rangent aussi bon nombre de pêcheurs, qui ne veulent pas voir des filets français ou allemands traîner près de leurs côtes. Et les socialistes, les gauchistes, et la plupart des jeunes. Pour eux, le Marché commun signifierait l'abandon d'une bonne part de souveraineté, l'emprise des trusts, l'institution du profit comme moteur de la vie, la fin d'un système social où l'écart des salaires est très faible. Car, si un ouvrier peut gagner 33 000 couronnes par mois et le Premier ministre 120 000, les impôts réduisent de beaucoup la différence.

En ces derniers jours de la campagne, M. Haugestad entend livrer combat sur quelques thèmes simples: « Le pays nous appartient. Nous voulons diriger nos usines. L'entrée est chère. » Et: « Votez non à l'Union ! » Autre mot tabou que celui-là: c'est le nom qu'a porté, de 1814 à 1905, la lourde domination suédoise.

Rien, au fond, n'est encore joué. Quand les syndicats britanniques se prononcent contre la CEE, les syndicats norvégiens hésitent davantage encore à suivre leurs chefs, qui prêchent le oui. Mais quand les sociaux-démocrates danois, à leur congrès annuel, le 10 septembre, décident, aux trois quarts des voix, de recommander le oui, les oui, en Norvège, se renforcent.

A son tour, le Danemark, qui tient son propre référendum le 2 octobre, sera influencé par le vote des Norvégiens. Un récent sondage danois a révélé que, là aussi, les non prédominaient. A la table européenne des Dix, deux fauteuils pourraient bien rester vides.

Pierre Péan